



République Française
Département du Val d'Oise
Arrondissement de Sarcelles

Acte certifié exécutoire après avoir
été
Transmis au représentant de
L'Etat le : **22 DEC. 2022**
Publié le : **22 DEC. 2022**
Le Maire, Pierre BARROS

DELIBERATION N°.2022.100

L'an deux mille vingt-deux, le 14 décembre, à 20h00, s'est réuni en séance publique le Conseil Municipal de la Ville de Fosses, légalement convoqué en date du 07 décembre, sous la présidence de Monsieur Pierre BARROS, Maire.

PRESENTS :

PIERRE BARROS, JACQUELINE HAESINGER, BLAISE ETHODET-NKAKE, FLORENCE LEBER, DOMINIQUE DUFUMIER, PATRICK MULLER, JEANICK SOLITUDE, JEAN MARIE MAILLE, CINDY BOURGUIGNON, GILDAS QUIQUEMPOIS, EMELE JUDITH, SONIA LAJIMI, TANIA KITIC, FRANCK BLEUSE, PAULETTE DORRIERE, HUBERT EMMANUEL EMILE

EXCUSES REPRESENTES PAR POUVOIR :

LEONOR SERRE A JEAN MARIE MAILLE, LAUREN LOLO A PAULETTE DORRIERE, MICHEL NUNG A TANIA KITIC, FELIX MIRAM A BLAISE ETHODET-NKAKE, CONSUELO NASCIMENTO A EMELE JUDITH, CHRISTOPHE LUCAS A FRANCK BLEUSE, MARJORY QUIQUEMPOIS A GILDAS QUIQUEMPOIS

ABSENTS :

GILDO VIERA, DJAMILA AMGOUD, DAVID FELICIE, DIDIER EISCHEN, GABRIEL NGOMA, BELWALID PARJOU

Blaise ETHODET-NKAKE est élu secrétaire à l'unanimité.

QUESTION N° 9 : MOTION POUR UN TRANSPORT PUBLIC DE QUALITE EN ILE-DE-FRANCE

RAPPORTEUR : FRANCK BLEUSE

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé du rapporteur,

Depuis plus d'un an maintenant, le chaos règne dans les transports publics franciliens : diminution de l'offre de transport sur de nombreuses lignes de bus RATP, RER dont la ligne D, Transilien, trams et métros, temps d'attente qui explosent, sursaturation du réseau, pénurie de conducteurs de bus, fermeture des guichets en gare sur de larges tranches horaires... De plus, les infrastructures sont de moins en moins fiables et les retards d'investissements aggravent la situation.

Pour le mois d'octobre 2022, le taux d'irrégularité de la ligne D était de 29,2 % contre 23,9 % en octobre 2021 d'après D-Collector. Ce sont en moyenne 34 trains qui ont été supprimés par jour sur la ligne que fréquentent de nombreux Fossatussiennes et Fossatussiens pour se rendre à leur lieu de travail ou d'étude... Les résultats des mois de novembre et de décembre ne risquent pas d'être meilleurs au regard des nombreuses suppressions de train ces derniers jours. Nous refusons de voir les transports publics franciliens s'effondrer ! C'est une exigence sociale et climatique !

Valérie Péresse se défausse sur les opérateurs de transports pour évacuer toute responsabilité. Pourtant, ce sont bien ses choix politiques qui sont en cause, à commencer par son obstination à mettre en œuvre l'ouverture à la concurrence, malgré les nombreuses mobilisations des salarié.e.s des transports face à la dégradation de leurs conditions de travail et pour les usager.e.s de leurs conditions de voyage.

Les premier.e.s touché.e.s par cette situation sont les plus précaires, ces « premier.e.s de corvées » résidant.e.s pour la plupart en moyenne en grande couronne et dont l'accès à un réseau de transport efficient conditionne la qualité de vie. Les dysfonctionnements à répétition des transports publics et la réduction de l'offre opaque ou sans réelle perspective d'amélioration représentent des freins concrets pour les Francilien.ne.s qui se trouvent empêché.e.s de jouir de l'un de leurs droits fondamentaux : celui à la mobilité, garanti par le Code des Transports et qui découle du droit à circuler librement.

Malgré une offre réduite et un réseau dégradé, Île-de-France Mobilités a annoncé une augmentation de 12 % du tarif mensuel du passe Navigo. L'abonnement va donc passer de 75,20 € à 84,10 € par mois. Une telle augmentation est inadmissible. Il existait d'autres sources de financement à IDFM pour boucler son budget de fonctionnement 2023 qui permettaient de geler les tarifs pour les usagers et à terme de les réduire.

La campagne « Stop Galère » dans les transports, lancée le 20 octobre dernier et qui réunit déjà des associations d'usager.e.s, des syndicats de salarié.e.s, plus de 50 maires Francilien.ne.s et a déjà reçu plus de 30 000 parrainages citoyens, passe à une autre étape de mobilisation.

Cette campagne inédite soutenue par les quatre forces de gauche et écologistes du Conseil régional d'Île-de-France est une démarche innovante et unique en son genre. Elle est à la fois une campagne d'information, d'éducation populaire et de mobilisation massive au service des Francilien.ne.s qui vivent la galère quotidienne dans les transports. Elle sera leur porte-voix pour défendre une autre politique qui réponde à leurs besoins de mobilités, aux enjeux de développement et de transition vers des modes de transports durables pour lutter contre le réchauffement climatique.

Si elle se fixe comme objectif de faire stopper d'urgence la mise en concurrence et la privatisation de la R.A.T.P et de la S.N.C.F, mais plus généralement de l'ensemble du réseau de transports, elle défend également :

- Le gel du prix du Passe Navigo à 75 € et la recherche de nouvelles sources de financement qui épargnent les usager.e .s
- Le retour immédiat à 100 % de l'offre de transports
- La revalorisation salariale et un plan de recrutement massif de conducteur.trice.s de train, RER, bus sous contrat public
- L'augmentation des investissements pour moderniser le réseau et le matériel roulant
- La mise à l'étude de nouvelles lignes de transports offrant aux Francilien.ne.s de vraies alternatives à l'usage de la voiture pour lutter contre la pollution de l'air

Le 1^{er} décembre se tenait une journée de mobilisation régionale et le 07 décembre avait lieu un rassemblement contre la hausse du Passe Navigo devant le Conseil régional à l'occasion du Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités.

Dans cette dynamique, en ce 14 décembre, le Conseil municipal de Fosses :

- **DEMANDE à Valérie PECRESSE, Présidente d'Île-de-France Mobilités, d'annuler la hausse du Passe Navigo, de renforcer l'offre de transport et de rouvrir les guichets en gare ;**

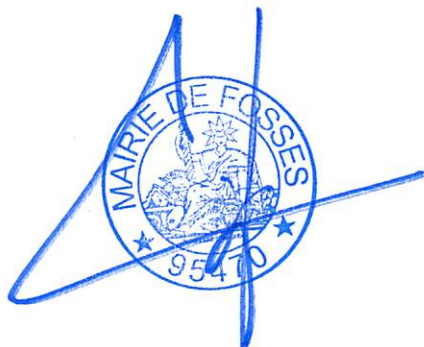
- **DEMANDE** à l'État et à Ile-de-France Mobilités de renforcer les moyens financiers et humains afin de retrouver des transports publics de qualité, fréquents et fiables,
- **DEMANDE** à Valérie PECRESSE, Présidente d'Ile-de-France Mobilités, la suspension immédiate de la privatisation de toutes les lignes de bus RATP,
- **DEMANDE** au Parlement de prendre les dispositions législatives nécessaires afin de permettre à la RATP et à la SNCF de poursuivre l'exploitation des lignes dont elles ont la responsabilité aujourd'hui,
- **EXPRIME** sa solidarité avec les usagers, les cheminot.es et tous les personnels des transports publics d'Ile-de-France.

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la motion présentée ci-dessus.

Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.

Le Maire,
Pierre BARROS



Le secrétaire de séance,
Blaise ETHODET-NKAKE

A handwritten signature in blue ink, corresponding to the name Blaise ETHODET-NKAKE, is written on the page.